



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 novembre 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

La conception de la politique commerciale : Baucus prend les devants	1
Commerce international des États-Unis : un bilan plutôt satisfaisant	2

Point de mire : APEC

17 ^e Sommet de l'APEC : tour d'horizon	3
---	---

Études économiques et articles connexes	4
---	---

Politique commerciale américaine

La conception de la politique commerciale : Baucus prend les devants

Le 10 novembre dernier, lors d'un discours prononcé à l'Association pour le commerce international de Washington (WITA), le président du Comité sénatorial pour les finances, Max Baucus, a donné le ton en déclarant que l'Administration Obama peinait toujours à développer un agenda commercial « concret ». Dans son discours, Baucus a enjoint l'Administration Obama d'instaurer un « nouveau modèle » pour faire « avancer » le commerce international. Il a voulu livrer le message que les États-Unis se devaient de reprendre le *leadership* des affaires commerciales internationales, et ce, notamment en Asie. En ce qui concerne les accords bilatéraux É.-U./Corée du Sud, É.-U./Colombie et É.-U./Panama, Baucus a déclaré que l'Administration Obama devait être plus « agressive » pour conclure ces accords. Chacun de ces accords comporte des enjeux qui doivent être résolus avant d'être votés au Congrès. Pour ce faire, Baucus a déclaré que le pouvoir exécutif devait trouver des « solutions » concrètes et efficaces. Selon lui, ces accords ont une chance d'être adoptés cette année, mais le moment d'adoption dépend largement de l'Administration.

« Depuis les dix derniers mois, les États-Unis n'ont pas su développer d'agenda commercial concret. Cette absence est palpable [...] Nous devons nous réaffirmer en tant que leader du commerce international. »

– Max Baucus, Washington International Trade Association, 10 novembre, 2009.

De plus, selon Baucus, il est impératif que l'Administration Obama agisse rapidement en proposant au Congrès de tenir des séances plénières sur les accords dès les premiers mois de l'année 2010 avant que les élections des congressistes de novembre 2010 n'entraînent le vote pour des raisons politico-électorales. Baucus s'est exprimé sur certains des enjeux qui, à ses yeux, doivent être résolus avant de conclure les accords de libre-échange en question. En ce qui a trait à l'accord É.-U./Corée du Sud, il a déclaré que Séoul devait permettre aux entreprises américaines d'accéder plus facilement au marché sud-coréen, notamment en abattant les barrières régulatrices qui freinent l'expansion du marché de l'automobile. Sur l'accord É.-U./Colombie, Baucus a déclaré que Bogota devait faire preuve d'une plus grande volonté politique pour régler la question des dispositions sur le travail et sur la protection des travailleurs colombiens, si chère aux démocrates américains. Enfin, sur l'accord É.-U./Panama, il a déclaré que Panama City devait s'attaquer plus sérieusement au problème de l'évasion fiscale et des avantages fiscaux offerts aux entreprises américaines pour qu'elles puissent « éviter » le fisc américain.



Max Baucus



Chronique commerciale américaine

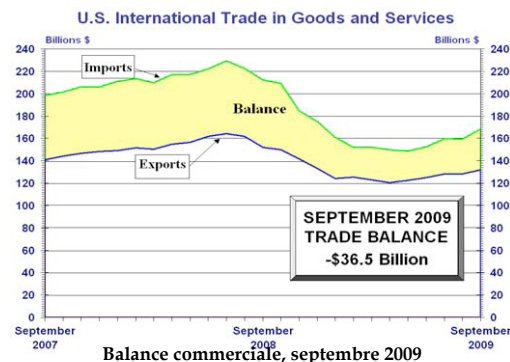
Bulletin d'information, 17 novembre 2009

Baucus s'est également exprimé sur la création des fameuses Zones d'opportunité de reconstruction (ROZs) en Afghanistan et au Pakistan (voir la Chronique du 16 mars 2009). Ce projet de loi, présenté plus tôt cette année par la Sénatrice Maria Cantwell permettra, entre autres, que des produits en provenance de ces deux pays soient exemptés de droits de douane aux États-Unis. Selon Baucus, cette législation risque de ne pas « passer » au Congrès d'ici la fin de l'année, et ce, en raison des difficultés législatives concernant les dispositions sur les normes du travail en Afghanistan et au Pakistan. À cet égard, Cantwell désire rallier ses collègues du Comité sénatorial pour les finances et envoyer une lettre à Baucus l'invitant à soutenir son projet de loi. Pour faire pression, Cantwell s'est opposé à la nomination de Miriam Sapiro au poste d'assistante au Représentant américain pour le commerce (USTR).

Sources : Senate Committee on Finance, « Baucus Remarks Call For New U.S. Trade Policy », *News Release*, November 10, 2009. [En ligne]: <http://finance.senate.gov/press/Bpress/2009press/prb111009c.pdf>. Éditorial, « Baucus Says Obama Administration Lacks Comprehensive Trade Agenda », *Inside US Trade*, Vol. 27 No. 44, November 13, 2009.

Commerce international des États-Unis : un bilan plutôt satisfaisant

Le 13 novembre dernier, le Secrétaire américain au Commerce, Gary Locke, s'est exprimé sur les résultats du nouveau rapport du Département américain du Commerce. D'après le rapport, en dépit des conséquences structurelles de la récession économique mondiale, les exportations des États-Unis ont augmenté de 2,9 % depuis le mois d'août dernier, atteignant les 132 milliards \$ É.-U. en septembre 2009. Les importations américaines ont augmenté de 5,8 %, atteignant les 168,4 milliards \$ É.-U. pour la même période. Dans l'ensemble, le déficit commercial américain s'est creusé de 5,7 milliards \$ É.-U., atteignant 36,5 milliards \$ É.-U. en septembre 2009. Cette hausse s'explique par l'augmentation des importations, qui a surpassé celle des exportations. Par rapport au mois d'août 2009, les exportations ont augmenté de 3,7 milliards \$ É.-U., tandis que les importations ont augmenté de 9,3 milliards \$ É.-U. Suivant la publication du rapport, Locke a qualifié ces statistiques « d'encourageantes ». En effet, ce dernier a déclaré que pour la cinquième fois consécutive, les exportations de biens et de services connaissent une augmentation.



Locke a par ailleurs profité de l'annonce de ces bons résultats pour déclarer que, compte tenu de l'importance que représente la région de l'Asie-Pacifique pour les exportations américaines, les États-Unis demeurent engagés à ce que les firmes américaines continuent d'exporter dans les nouveaux marchés asiatiques. En 2008, plus de 58 % des exportations américaines étaient dédiées aux économies membres de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC). Selon Locke, cette région représente ainsi une « destination importante pour les produits américains modernes et à haute valeur ajoutée. » De plus, pour lui, cet engagement de l'Administration Obama à maintenir de forts liens commerciaux avec les pays membres de l'APEC s'inscrit dans une volonté d'aider les Américains à « retourner au travail. »



Gary Locke



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 novembre 2009

Sources : U.S. Census Bureau/U.S. Bureau of Economic Analysis, *U.S. International Trade in Goods and Services – September 2009*, Washington D.C.: U.S. Department of Commerce, November 2009, p.i-ii. [En ligne]: <http://www.bea.gov/newsreleases/international/trade/2009/pdf/trad0909.pdf>. US Department of Commerce (Office of Public Affairs), « Statement from Commerce Secretary Gary Locke on U.S. International Trade in Goods and Services in September 2009 », *Press Release*, Friday, November 13, 2009. [En ligne]: http://www.commerce.gov/NewsRoom/PressReleases_FactSheets/PROD01_008612.

Point de mire : APEC

17^e Sommet de l'APEC : tour d'horizon

Le 15 novembre dernier, le Président américain Barack Obama s'est rendu à Singapour pour assister au 17^e Sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC). Ce sommet est très important pour les États-Unis, car les membres de l'APEC (dont les États-Unis, le Canada, la Chine, la Russie, le Japon, la Corée du Sud, etc.) représentent à eux seuls plus de 53 % du PIB mondial, représentent 58 % des exportations américaines et un marché de 2,7 milliards de consommateurs. En 2008, les exportations de biens américains destinés à la région de l'Asie-Pacifique ont totalisé 747 milliards \$ É.-U., soit une augmentation de 8,3 % par rapport à 2007. Pour la même période et en destination de la même la région, les exportations de services américains ont totalisé 186,5 milliards \$ É.-U., soit une augmentation de 7,7 %.

Croissance équilibrée, durable et mondiale. Les dirigeants de l'APEC ont approuvé les principes définis lors du dernier Sommet du G20 à Pittsburgh, en septembre 2009. Ils se sont également mis d'accord pour « appliquer » le cadre élaboré par le G20 pour favoriser une croissance mondiale forte, durable et équilibrée. L'objectif de ce cadre est de protéger l'économie mondiale contre les « chocs » et les effets de renversements macroéconomiques et financiers. Les leaders de l'APEC se sont ainsi engagés à rendre la croissance économique plus « globale » par l'entremise d'initiatives concrètes capables de soutenir le développement de petites et moyennes entreprises, de faciliter la formation professionnelle et d'accroître le rôle des femmes dans la sphère économique publique.

Intégration économique régionale. Barack Obama a déclaré qu'en dépit de l'importance du rôle des États-Unis dans la géo-économie régionale de l'Asie-Pacifique, la part de marché des États-Unis a tout de même diminué de 3% au cours des cinq dernières années. Ainsi, afin d'augmenter le poids des États-Unis dans la région et de renforcer la compétitivité des firmes américaines, Obama a déclaré que son administration désirait aller de l'avant avec les négociations du partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership*). L'objectif de cette initiative, a déclaré Obama, est de façonner une « plateforme » pour faciliter l'intégration des économies de l'Asie-Pacifique. Pour leurs parts, les chefs d'État des pays membres de l'APEC ont déclaré qu'ils s'engageraient à « accélérer » le processus d'intégration régionale et, à cet égard, ils ont approuvé l'initiative américano-australienne visant à promouvoir la coopération transfrontalière régionale dans le domaine des services de pointe.

Libéralisation des échanges. Compte tenu des nombreux accords commerciaux et des différentes « cultures bureaucratiques » dans la région, les leaders de l'APEC se sont entendus pour simplifier les procédures administratives associées au commerce transfrontalier dans le but d'accélérer les flux commerciaux et d'améliorer la coordination des mesures de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI). Ils ont également annoncé l'élaboration d'un plan visant à



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 novembre 2009

« rationaliser » les processus légaux et à réduire de 25 % les coûts associés à l'implantation et à l'opérationnalisation d'entreprises dans la région d'ici 2015.

Soutenir le commerce multilatéral. Barack Obama a tenu à exprimer son enthousiasme à l'idée de conclure le fameux Cycle de Doha. Il a invité tous les partenaires commerciaux de l'APEC à se joindre aux États-Unis à la table des négociations. Les chefs d'État des pays membres de l'APEC ont également prêché pour un commerce multilatéral sans barrières à l'entrée de biens, services et investissements et ils ont demandé à leurs ministres du Commerce de travailler ensemble vers la conclusion du Cycle de Doha en 2010.

Croissance « verte » à faible intensité carbonique. Dans un effort pour protéger l'environnement et pour « sécuriser » les approvisionnements, réserves, marchés ainsi que la conservation de l'énergie, les chefs d'État des économies de l'APEC ont adopté les principes du G20 visant à remplacer les modes d'exploitation et de consommation des énergies fossiles tout en promouvant le développement d'énergies alternatives et de nouvelles technologies. De plus, les leaders de l'APEC se sont engagés à reformuler leurs politiques énergétiques et à promouvoir le commerce des biens et services « environnementaux » pour stimuler la création d'emplois plus « verts ».

Sécurité commerciale et alimentaire. Le Sommet de l'APEC fut l'occasion pour les chefs des pays membres de se mettre d'accord sur la mise en œuvre de nouveaux programmes visant à améliorer la productivité agricole et à élargir le commerce agricole dans la région de l'Asie-Pacifique. Les leaders de l'APEC ont également félicité les États-Unis d'avoir pris l'initiative de rassembler plusieurs experts des secteurs publics et privés afin d'instituer de nouvelles normes et pratiques pouvant améliorer la sécurité alimentaire et combattre la contrefaçon de médicaments dans la région. Enfin, les chefs d'État et ministres du Commerce des pays membres ont prêché pour la continuation de la concertation dans les domaines de la sécurité commerciale et aéronautique, du contre-terrorisme et de la préparation aux catastrophes naturelles.

Pour lire la déclaration des dirigeants de l'APEC, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/declaration-apec-leaders>

Source : White House (Office of the Press Secretary), « Fact Sheet: APEC Leaders Meeting--Key Accomplishments », *Statements & Releases*, November 15, 2009. [En ligne]: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/apec-leaders-meeting-key-accomplishments>

Études économiques et articles connexes

WTO, *Annual Report of the Council for TRIPS*, Geneva: WTO, IP/C/52, 5 November 2009, 4p. [En ligne]: http://docsonline.wto.org/GEN_viewerwindow.asp?http://docsonline.wto.org:80/DDF/Documents/t/IP/C/52.doc

C. Fred Bergsten et Lori Wallach, « Cooling the Planet Without Chilling Trade », *Washington Post*, November 13, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1419>

Jeffrey J. Schott, « APEC and Trade Liberalization: Towards Greater Integration », *Business Times* (Singapore), November 10, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1324>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 novembre 2009

Laura M. Baughman et Joseph F. Francois, *Failure to Implement the U.S.-Korea Free Trade Agreement: The Cost for American Workers and Companies*, Washington D.C.: US-Korea Business Council, November 2009, 4p. [En ligne]: <http://www.uschamber.com/publications/reports/0911koreafta.htm>

Shamim Adam et Daniel Ten Kate, « Obama's Free-Trade Credentials Draw China, APEC Scrutiny », *Bloomberg News*, November 15, 2009. [En ligne]: <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=20601068&sid=a8gjO2Bj4HIs>

Pew Subsidyscope, *Pew Analysis Shows More Than 60 Percent of Export-Import Bank Loan Guarantees Benefited Single Company*, Washington, DC: The Pew Charitable Trusts, 2009. [En ligne]: <http://subsidyscope.com/transportation/risk-transfers/exim/>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

